

Virus, le monde d'aujourd'hui

Jusqu'aux premiers jours de 2020, quand il entendait parler d'un « virus », c'est d'abord à son ordinateur que pensait l'Occidental (l'Asiatique était sans doute mieux avisé). Bien sûr, personne n'ignorait le sens médical du mot, mais ces virus-là restaient loin (Ebola), relativement silencieux malgré les 3 millions de morts annuels du Sida, voire banals (grippe hivernale, cause de « seulement » 10 000 morts en France chaque année, en majorité vieux et atteints de maladies chroniques). Et si la maladie frappait, la médecine faisait des miracles. Elle avait même aboli l'espace : de New York, un chirurgien opérait une patiente à Strasbourg. En ce temps-là, c'étaient plutôt les machines qui tombaient malades. Jusqu'aux premiers jours de 2020.

1 / MALADIE DE CIVILISATION

1.1 / On meurt comme on a vécu

Maladie contagieuse à la vitesse de diffusion très supérieure à celle de la grippe, le covid-19 provoque peu de cas graves, mais leur gravité est extrême, surtout chez les personnes à risque (notamment après 65 ans), et il impose l'hospitalisation « lourde » de malades en danger mortel. D'où aussi la nécessité (très tardivement réalisée en France) de tester massivement.

Épidémies et pandémies n'ont pas attendu l'époque contemporaine.

Dans l'empire romain, la peste aurait fait près de 10 millions de victimes de 166 à 189. Au lendemain de la première guerre mondiale, on attribue à la grippe « espagnole » entre 20 et 100 millions de décès (dont entre 150 000 et 250 000 en France). Au même moment, le typhus, causé par une bactérie, tuait trois millions de Russes pendant la guerre civile. En 1957-1958, la grippe « asiatique » est à l'origine de la mort d'environ 3 à 4 millions de personnes dans le monde (15 000 à 20 000 en France). Celle « de Hong Kong » aurait causé, à travers le monde, 1 million de morts entre l'été 1968 et le printemps 1970, dont 31 000 en France.

Beaucoup de chiffres donc, quelquefois très incertains (entre 20 millions et 100, l'écart est énorme), toujours impressionnants, et qui renvoient parfois à des épisodes oubliés de la mémoire collective : avant février 2020, qui se souvenait en France des morts de 1968-1970 ? À l'époque, l'État n'avait pas pris de mesures générales de santé publique, et la presse ignorait ou minimisait l'épidémie.

Le covid-19 s'accompagne d'un déluge de statistiques d'autant moins compréhensibles que leurs critères varient. Tout change selon que l'on relève le nombre de morts total depuis le début de l'épidémie ou du jour, les contaminations, la hausse du nombre de contaminations comparée à une date donnée, le taux de transmission, les hospitalisations ou les lits occupés en soins intensifs. En France, la multiplication des tests (peu nombreux dans les premiers mois) élève le chiffre des contaminations, alors que le nombre de morts quotidien diminue. Moins un pays

teste, moins il recense de cas, ce qui ne signifie pas moins de malades ni de morts. Désormais, chacun est censé connaître la différence entre morbidité, mortalité et létalité. Encore faut-il distinguer entre taux de létalité *apparent* et *réel*. Seul le second donne le rapport du nombre de morts aux cas *effectivement* testés positifs ; le premier se base uniquement sur *l'estimation* de ceux qui ont été infectés. Si intéressante soit-elle, cette comptabilité, inévitablement incomplète, donne seulement un aspect de la pandémie : son ampleur (probablement un million de morts dans le monde en 2020). Ils ne disent presque rien de ses causes sociales et leurs effets.

Comme toute maladie grave, le covid-19 peut tuer des personnes affaiblies, par l'âge, par une autre maladie, et/ou par un mode de vie fragilisant : mauvaise alimentation, pollutions atmosphérique et chimique - celle de l'air tuerait entre 7 et 9 millions de personnes dans le monde, de 48 000 à 67 000 en France -, sédentarité, isolement, vieillesse hors-travail donc mise hors société - tous facteurs contribuant au diabète et au cancer... terrain favorable au covid. Sur les 31 000 décès enregistrés en France fin août 2020, au moins 7 500 seraient dûs à une *comorbidité* (liée dans un quart des cas à l'hypertension artérielle, et dans un tiers des cas à une pathologie cardiaque). Des facteurs divers et non mesurables se conjuguent pour créer une surmortalité, avec une dimension de classe : par exemple, les pauvres mangent plus de *junk food*, et l'obésité est chez eux plus fréquente. Et la tuberculose (1,5 million de décès dans le monde en 2014) est réapparue avec la paupérisation et la surpopulation urbaine. Quand on est malade, mieux vaut être riche... et en général Blanc. « Lorsqu'un Blanc a un rhume, un Noir attrape une pneumonie », dit-on aux États-Unis. Sans oublier, dans le cas présent, le coût humain du confinement : chômage, angoisse, dépression, isolement pour le résidant en EHPAD...

La civilisation capitaliste n'a pas créé le covid-19, mais elle favorise sa diffusion, par la circulation toujours plus large des humains et des marchandises, une urbanisation mondiale accélérée souvent insalubre, et la dégradation des dispositifs de sécurité sociale dans les pays dits développés. (Nous y reviendrons au §2.)

« Gouverner, c'est prévoir » : règle que la société capitaliste n'ignore pas, mais qu'elle applique selon ses logiques propres. Lorsque prévenir fait obstacle à la concurrence entre entreprises, à la recherche du coût de production minimal, au profit et aux intérêts à court terme de la classe dominante, la prévention passe au second plan. Jamais le principe de précaution ne sera une priorité dans une société capable au mieux de gérer une crise sanitaire, certainement pas de la prévenir. Dans notre monde, seul le mesurable serait « scientifique » : les facteurs à la fois sociaux et environnementaux jouant un grand rôle dans la propagation des maladies étant difficilement quantifiables, ils échappent aux statistiques. En tout cas, le mode de vie occidental ne semble pas être un avantage.

1.2 / Chronologie d'une gestion par expédients

« Il faut commencer par le redire, au risque de choquer aujourd'hui, la pandémie du Covid-19 aurait dû rester ce qu'elle est : une pandémie un peu plus virale et létale que la grippe saisonnière, dont les effets sont bénins sur une vaste majorité de la population mais très graves sur une petite fraction. Au lieu de cela, le démantèlement du système de santé européen et nord-américain commencé depuis plus de dix ans a transformé ce virus en catastrophe inédite de l'histoire de l'humanité qui menace l'entière de nos systèmes économiques. [...] Il eût été relativement facile de juguler la pandémie en pratiquant un dépistage systématique

des personnes infectées dès l'apparition des premiers cas, en traçant leurs déplacements et en plaçant en quarantaine ciblée le (tout petit) nombre de personnes concernées. [...] La technique des tests de dépistage n'est nullement compliquée, elle requiert seulement de l'organisation et du matériel que nous savons produire. [...] Tout en distribuant massivement des masques à toute la population susceptible d'être contaminée afin de ralentir encore davantage les risques de dissémination. » (Gaël Giraud, 24 mars 2020)

Ce n'est évidemment pas ce que nous vivons.

Pourquoi un Terrien sur trois s'est-il retrouvé confiné pendant des semaines, et risque-t-il de l'être encore si les États le jugent à nouveau nécessaire ?

S'il est vrai que l'internationalisation du capitalisme le rend vulnérable, cela ne suffit pas à expliquer la paralysie partielle de l'économie mondiale : car pourquoi s'est-on arrêté de produire et de faire circuler ? Pourquoi la lutte contre la contagion a-t-elle pris la forme d'un enfermement des populations, avec fermeture forcée d'une partie des entreprises ?

Premier temps : Avertissement

« Début 2018, lors d'une réunion à l'Organisation Mondiale de la Santé [...] un groupe d'experts [...] invente le terme de 'maladie x'. Ils ont prédit que la prochaine pandémie serait causée par un nouvel agent pathogène inconnu qui n'était pas encore rentré en contact avec la population humaine. La maladie x proviendrait probablement d'un virus d'origine animale et émergerait quelque part sur la planète où le développement économique favorise l'interaction entre humains et animaux. La maladie x serait probablement confondue avec d'autres maladies au début de l'épidémie et se propagerait rapidement et silencieusement [...] exploitant les réseaux de voyage et de commerce [...] La maladie x aurait un taux de mortalité plus élevé qu'une grippe saisonnière » (Michael Roberts, 15 mars 2020)

Deuxième temps : Déni

Moins de deux ans plus tard, quand est venu ce qui avait tous les traits de cette maladie x, les États ont commencé par minimiser ou nier le problème.

« Lorsque, le 31 décembre 2019, les autorités taïwanaises avertissent l'OMS des dangers du virus qui se transmet très facilement, la direction de l'OMS conteste la gravité de la situation et se fait le porte-parole de Chine. Le 14 janvier [...] l'OMS nie le fait que le virus soit contagieux entre les hommes. La pandémie, qui en a résulté, est donc restée longtemps invisible dans les différents pays touchés, d'Asie comme d'Europe, qui l'ont généralement détectée avec plusieurs semaines de retard. Le 30 janvier, le directeur de l'OMS [...] se déplace en Chine où il affirme que la situation est sous contrôle et félicite les autorités chinoises [...]. Il déconseille aussi toute restriction concernant les déplacements et les voyages alors que Taïwan est déjà fermé sous contrôle depuis un mois. » (Jean-Paul Sardon, 28 avril 2020)

Privilégiant les intérêts économiques, les États n'ont pas pris de mesures de protection, par exemple en instaurant des contrôles sanitaires aux points d'entrée sur leur territoire.

En France, le dimanche 14 mars 2020, le bon citoyen était appelé à sortir pour voter aux élections municipales.

Troisième temps : La gestion sanitaire a priorité sur l'économie

Face à l'ampleur de l'épidémie, les gouvernants ne pouvaient s'abstenir de réagir, mais seulement selon les logiques et avec les moyens qui sont les leurs. Dans un pays comme la France, l'événement révèle à quel point la pseudo-abondance masque une réelle pénurie : la « septième puissance économique mondiale » manque d'infirmiers, de lits d'hôpitaux, de tests, de moyens de protection... En mars 2020, le confinement généralisé – entraînant l'arrêt partiel des productions et des échanges - s'est avéré le seul moyen disponible pour limiter temporairement une maladie dont on connaissait mal la dangerosité.

En France, le mardi 16 mars, le bon citoyen était contraint de rester chez lui, sous peine de sanction.

Quatrième temps : Retour au business – presque – as usual

Au bout d'environ deux mois, la pandémie, loin d'être terminée, et même plus meurtrière dans certains pays, semblait gérable sans que les sociétés en soient déstabilisées. De plus, on constatait que la très grande majorité des morts avaient passé l'âge d'aller en entreprise (en France, entre le 1^{er} mars et le 28 août, 90 % des décédés dépassaient 65 ans), et que pour les travailleurs, la probabilité de mourir du covid était faible : il était donc urgent de les renvoyer à l'atelier ou au bureau – en leur promettant bien sûr les protections adéquates. Tout en allégeant restrictions et interdictions dans la vie quotidienne (quoiqu'en les aggravant parfois dans d'autres pays).

1.3 / « Hé bien ! La guerre. » (la marquise de Merteuil, Choderlos de Laclos, *Les Liaisons dangereuses*, 1782)

Gouvernements et institutions se proclament en *guerre* contre un « ennemi invisible ». Prenons-les au mot.

Qu'un pays gagne ou perde une guerre, pour ses classes dirigeantes, son coût n'est pas négligeable, et s'avère souvent exorbitant : elles peuvent y laisser tout ou partie de leur richesse ou de leur pouvoir. Mais la rationalité d'un conflit ne se comprend ni ne se mesure en livres sterling ou en dollars. Un État ne part pas en guerre pour gagner de l'argent, et ce qui le détermine n'est pas une logique d'entreprise : il résulte de forces et de (dés)équilibres sociaux et politiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. La décision prise sera finalement conforme à l'intérêt des classes dominantes *tel qu'elles le conçoivent*. Les élites dirigeantes des quatre empires (allemand, autrichien, russe et ottoman) disparus après 1918 s'étaient lancées en 1914 dans une guerre dont elles espéraient sortir renforcées. A un degré bien moindre, les envahisseurs de l'Irak en 2003 n'avaient pas prévu l'État islamique.

Les gouvernants connaissent depuis des décennies les causes et les effets d'un réchauffement climatique contre lequel ils n'apportent que des palliatifs. Pourquoi agirait-ils autrement devant une pandémie ? Incapables de prendre des précautions pour les personnes âgées souffrant déjà d'affections graves, de tester massivement, de placer en quatorzaine ou en quarantaine tout sujet infecté, et d'hospitaliser dans de bonnes conditions les cas extrêmes, il leur restait une solution pour eux la moins mauvaise et la plus facile : instaurer une sorte de « blocage social ».

Face à une crise dont elles ne peuvent ni veulent traiter les causes (elles en font partie), les classes dominantes l'administrent sans cesser de faire le maximum pour

garder leur pouvoir. Les réponses ont varié à l'extrême, de l'Allemagne au Brésil, avec des sanctions pouvant aller de six mois de prison en France à sept ans en Russie. Mais dans tous les cas, gestion de l'épidémie et contrôle de la population sont une seule et même chose: en France, la forêt était interdite pendant le confinement, parce que ses vastes espaces, quoique favorisant la « distanciation physique », rendent la surveillance plus difficile. Le prix à payer par les classes dominantes (risque de discrédit politique, perte de production donc de profit) n'était pas mince, mais secondaire comparé à l'impératif du maintien de l'ordre, social, politique et sanitaire tout à la fois.

Et même la Corée du Sud et Taïwan, bien qu'ayant massivement pratiqué des tests et distribué des masques, limitant ainsi le confinement aux cas avérés, ont dû ralentir leurs économies fortement exportatrices, dès lors que le reste du monde se fermait. De même l'Allemagne, malgré un confinement très différent de celui par exemple de la France, a été forcée de limiter ses activités commerciales. Résultat, une fuite en avant finalement très rationnelle : un très grand nombre de pays se sont injecté une dose (forte mais provisoire, espère-t-on) de repos forcé avant de repartir en bonne santé et de plus belle.

Mais dans le roman de Laclos, la belliqueuse marquise finit assez mal.

2 / CHACUN SELON SON CAPITALISME

S'il est vrai que le gouvernement français traite sa population comme des enfants, et le gouvernement allemand comme des adultes, on est frappé par l'opposition entre le caractère très préventif du système de santé outre-Rhin, comparé à une France qui n'a pu être que réactive.

Sous des gouvernements de droite comme de gauche, entre 1993 et 2018, la France a supprimé 100 000 lits d'hôpitaux, et elle n'avait, au début de la crise, que la capacité de tester 3 000 personnes par jour.

L'Allemagne, elle, pouvait en tester 50 000. Ce pays est loin d'être un paradis du *Welfare State* : le travail précaire y est institutionnalisé, le taux de pauvreté approche celui du Royaume Uni, et là-bas aussi l'hôpital subit des contraintes de rentabilité. Mais l'Allemagne bénéficie du capitalisme le plus solide de l'Union Européenne, appuyé sur sa puissance exportatrice, qui lui assure une meilleure reproduction de la société – et de la force de travail – et permet d'éviter de trop rogner sur les budgets sociaux, en particulier les dépenses de santé.

La France n'ayant pas ces atouts (l'industrie y compte pour 15 % du PIB, contre 25 % en Allemagne), elle disposait au début de la crise de 7 000 lits de soins intensifs (portés ensuite à 10 000), contre 25 000 en Allemagne. Le « management » d'entreprise fait fonctionner l'hôpital à flux tendus : comme dans une usine textile ou un supermarché, ne garder à chaque moment que le strict nécessaire (un lit inoccupé 24 heures, c'est de l'argent perdu), avoir un volant de chômeurs disponibles et, si besoin, embaucher du personnel en intérim, sous contrat et sans « statut ». En septembre 2019, quelques mois avant la crise, on instaurait des *bed managers* chargés de « *lisser les flux d'entrée et de sortie des patients dans les différents services* ». Il en résulte une médecine de pointe parfois moins capable de faire face à une épidémie qu'un pays pauvre d'Afrique.

Puisqu'on a raté le dépistage, et que manquent les moyens humains et matériels, confinement et couvre-feu tiennent lieu de protection. Il n'était donc pas absurde que l'État adopte une rhétorique guerrière et tente de susciter une union sacrée après avoir été longuement secoué l'année précédente par la grave crise sociale des Gilets Jaunes. Au « conseil de défense » contre le terrorisme, s'ajoutent des « conseil de

défense covid », « conseil écologique »... A la manière dont la défense civile organisée par l'État sauve des vies lors d'un bombardement dû à la guerre déclenchée par ce même État.

Si la Corée du Sud et Taïwan ont agi tout autrement, c'est certainement parce qu'ils ont subi de graves épidémies récentes, mais aussi parce qu'ils n'ont pas cherché systématiquement le « moins d'État possible » : pas de société capitaliste stable sans service public efficace. En 2017, le nombre de lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants était en Corée du Sud de 12,27, (3,18 en Italie). Les dépenses d'éducation et de santé ne sont pas seulement un coût, mais un investissement nécessaire à l'ensemble du capital, sinon celui-ci assure mal la reproduction de l'ensemble de la société dont il dépend.

Alors, « à force d'épargner sur le système de santé, un virus un peu plus agressif et mortel que la grippe habituelle suffit pour faire perdre dix points de PIB. [...] L'intégration entre l'État et l'entreprise privée [...] est devenue trop forte, même du point de vue, purement capitaliste, de leur fonctionnement optimal [et] limite considérablement l'efficacité et la réactivité de l'action étatique » (Il Lato Cattivo). Incapables de traiter les causes d'une crise qu'ils contribuent à créer, les gouvernants se retrouvent amenés à faire peur tout en rassurant, et le discours alarmiste consolide le contrôle sur la population, relayé par diverses forces : le pouvoir central, la « communauté scientifique » (dont l'affaire Raoult a au moins le mérite de montrer les enjeux de pouvoir et les incohérences), ainsi que les médias, caisse de résonance de la société.

3 / « JE SUIS FORCÉ D'ADMETTRE QUE TOUT CONTINUE »...

...écrivait Hegel il y a deux cents ans.

3.1 / Préserver le *statu quo*

Le capitalisme n'est pas fait d'objets, d'êtres humains, de machines, de centres commerciaux et de cartes de crédit. Il est le rapport social qui anime le docker, la vendeuse, le cargo, la boutique, le derrick, la machine-outil et le distributeur de billets, avec un dynamisme jamais atteint par les systèmes sociaux antérieurs. À elle seule, l'immobilisation temporaire d'une partie des activités productives les interrompt sans abattre ce qui les mettait – et bientôt les remet – en mouvement. Même partiellement suspendu, le rapport de production capitaliste ne cesse de fonctionner. L'échange marchand demeure, malgré, à la base, une solidarité où on ne « compte » pas son argent et son temps. Pour certains secteurs, le profit doit et peut passer partiellement au second plan, mais ne s'efface pas. Des entreprises s'endettent ou font faillite, d'autres naissent (services en ligne), ou prospèrent (Amazon...). La plupart perdent de l'argent et s'adaptent.

Alors que la crise bancaire et financière de 2008 avait arrêté une partie de la production, immobilisant des groupes de cargos dans les estuaires de grands fleuves, cette fois, c'est directement l'économie dite réelle qui est frappée.

Pour autant, dire que la crise dévoilerait la réalité, car elle prouverait en quoi la société ne fonctionne que grâce à l'infirmière, à l'éboueur, au livreur, au garagiste..., c'est affirmer une demi-vérité.

Contre le mythe d'une économie de la connaissance, ce sont bien les banals travailleurs productifs qui ont fait tourner la société pendant le confinement : la crise confirme la centralité du travail... mais du *travail salarié*. Dans la société existante, éboueur et infirmière dépendent de l'argent comme le trader. Loin de dévoiler sa faillite, la crise actuelle révèle la résilience d'un système social qui sait encore se

rendre indispensable. L'argent reste la médiation nécessaire à nos vies : celui qui a perdu son travail n'a plus rien que ses économies, l'aide familiale ou les secours publics – tout cela exprimé en argent. Même la débrouille et l'entraide n'y échappent pas : ceux qui ont fabriqué des masques pour leurs voisins devaient parfois acheter du tissu ou, plus fréquemment, de très précieux élastiques. Et c'est par des prêts aux entreprises, et dans une faible mesure aux particuliers, que les États interviennent. Mais, « *Ce qui est frappant dans ces énormes programmes de sauvetage, c'est qu'ils dépensent des sommes sans précédent [...] essentiellement pour préserver le statu quo – du moins dans un premier temps.* » (« Accouchement difficile – Chronique d'une crise en devenir »)

Ce qui se déroule et va s'accroître, c'est un libre-échange modéré par un menu retour de l'État : on donnera moins d'argent public au secteur privé sans contrepartie; et pour quelques productions jugées stratégiques, une relocalisation très limitée, sans que cessent chaînes de valeur internationales et flux tendus.

3.2 / Trois semaines de gagné pour la planète

Début 2020, nous préparions un texte sur l'écologie, qui paraîtra prochainement sur ce blog. Disons en tout cas ici qu'aucune des causes du réchauffement climatique ne sortira diminuée du traitement d'une crise sanitaire qui est un élément de la crise environnementale. À la différence de la « grippe espagnole », par ailleurs plus meurtrière, la pandémie actuelle exprime la contradiction entre le mode de production capitaliste et ses indispensables bases naturelles. Pollution, détérioration de la biodiversité, déforestation... persisteront, et par exemple l'élevage industriel continuera à favoriser l'émergence de nouveaux virus et maladies face auxquels nous serons vulnérables.

Certes, en 2020, le ralentissement économique dû à la pandémie aura reculé de trois semaines le « jour du dépassement », date à laquelle l'humanité consomme toutes les ressources que les écosystèmes peuvent produire en une année. Mais on aurait tort d'espérer que cette décélération de la production se prolonge et favorise demain une « planification » ou une « bifurcation » écologique. Les enfants vont simplement manger davantage bio à la cantine, et leurs parents acheter plus de légumes locaux à Carrefour, habiter un éco-quartier, conduire une voiture électrique dans une ville « zéro carbone » sur un territoire « à énergie positive pour la croissance verte ». On ne ralentira pas l'urbanisation du monde, on la verra. Londres, métropole « mondialisée » typique ayant accaparé un tiers des créations d'emplois en Angleterre entre 2008 et 2019, végétalisera ses immeubles, interdira les véhicules à essence, introduira bus et tramways électriques, accroîtra sa « ceinture verte », et multipliera les potagers des citoyens. Pendant ce temps, l'alimentation du Londonien ne proviendra pas de la région ni même du pays, mais du monde entier : si aujourd'hui en Grande Bretagne, un hectare de terre est cent fois plus rentable lorsqu'il est utilisé pour la construction que pour l'agriculture, seul un profond bouleversement social pourrait mettre fin à la loi du rendement.

Il faut être naïf pour se choquer de ce que les gouvernants veulent surtout financer (largement) les entreprises (aéronautique et automobile, en particulier) et aider (mais pour peu de temps) les salariés en chômage partiel. Concurrence et profit obligent, il est normal de subventionner des productions malgré leur effet négatif sur l'environnement. En un mot, réduire des conséquences tout en alimentant leurs causes. On économise de l'énergie ici pour en utiliser davantage là. En France, déjà, le tout-nucléaire était un tout-électrique : c'est bien la voie qui est prise, par un « mix » mêlant des doses toujours élevées de fossiles à une proportion croissante de

renouvelables... sans renoncer au nucléaire. Nous utiliserons moins d'emballages plastiques, ce qui n'empêchera pas la croissance de la production globale de plastique. Etc.

Et cela dans l'illusion d'un capitalisme allégé, donc moins polluant, puisque numérique. Mais, dans la réalité, le virtuel pèse lourd : matières premières, combustible, fabrication, transport, entretien...

« La consommation énergétique mondiale croît toujours (+ 2,3 % en 2018), et elle découle encore à plus de 80 % des énergies fossiles. La quantité d'énergie nécessaire pour produire de l'énergie croît également, à mesure que sont exploités des gisements de plus faible qualité ou des hydrocarbures dits 'non conventionnels', comme les sables bitumineux. [...] le "taux de retour énergétique" ne cesse de décliner. [...] Le simple visionnage en ligne de vidéos, qui sont stockées au sein de gigantesques infrastructures matérielles, aurait engendré en 2018 autant de gaz à effet de serre qu'un pays comme l'Espagne. [...] Un projet standard d'apprentissage automatique émet aujourd'hui, pendant l'ensemble de son cycle de développement, environ 284 tonnes d'équivalent CO², soit cinq fois les émissions d'une voiture de sa fabrication jusqu'à la casse. [...] Les géants de la technologie n'ont guère intérêt à mettre au point des méthodes plus sobres. Ils n'ont pas davantage intérêt à ce que leurs utilisateurs adoptent des comportements écologiques. Leur prospérité future nécessite que chacun s'habitue à allumer la lumière en parlant à une enceinte connectée, plutôt qu'en appuyant sur un bête interrupteur. Or le coût écologique de ces deux opérations est loin d'être équivalent. La première nécessite un appareil électronique sophistiqué muni d'un assistant vocal dont le développement a consommé énormément de matières premières, d'énergie et de travail. Prôner simultanément 'l'Internet des objets' et la lutte contre la crise climatique est un non-sens : l'augmentation du nombre d'objets connectés accélère tout simplement la destruction de l'environnement. Et les réseaux 5G devraient doubler ou tripler la consommation énergétique des opérateurs de téléphonie mobile dans les cinq prochaines années. » (Sébastien Broca, « Le numérique carbure au charbon »)

Des milliards d'objets « communicants » s'appêtent à faire irruption dans nos vies. Le « train du progrès » reprend sa course un moment suspendue. Le réchauffement climatique prépare de nouvelles pandémies tropicales. Il y aura d'autres coronavirus. Mais rassurons-nous : Google nous annonce que *« des chercheurs utilisent l'Intelligence Artificielle pour réduire la pollution de l'air en Ouganda. »*

3.3 / Accélération

Quoique le monde ait provisoirement ralenti, ses tendances de fond sont fortifiées par la crise, comme en d'autres circonstances par la guerre. Aux statistiques journalières des contaminés et décédés, les médias ajoutent celles des pertes de production, et prédisent un effondrement financier. Possible. Mais, aux États-Unis, entre 1929 et 1932, les actions en Bourse avaient perdu 90 % de leur valeur, et la production industrielle chuté de 52 % entre 1929 et 1933 : cette année-là, on comptait dans ce pays 25 % de chômeurs et 2 millions de sans-abri. Le capitalisme n'en a pas moins continué.

À elle seule et à moins d'éliminer la quasi-totalité de la population mondiale, aucune gigantesque et dévastatrice épidémie ne mettra fin au capitalisme. Elle bouleversera les équilibres, rebattra les cartes politiques, géopolitiques et sociales dans les sens les plus inattendus et opposés. La crise de 1929 avait abouti à la fois au *New Deal*, au nazisme et aux fronts populaires, l'URSS se renforçant de son côté, la Suède amenant au pouvoir pour des décennies une social-démocratie réformatrice.

« *La reproduction des rapports sociaux capitalistes exige parfois d'énormes sacrifices dans leurs supports matériels (choses et personnes) [...] pour la même raison, ces rapports ne se laissent ni modifier à dessein ni défaire par un automatisme de l'histoire (un 'effondrement' par exemple).* » (Il Lato Cattivo)

Moins quelques correctifs, le règne du flux tendu et du « zéro stock » se poursuit. La pharmacie vendra certains médicaments issus d'usines lyonnaises ou madrilènes, mais l'Européen achètera toujours un smartphone venu d'Asie dans un navire chargé de 2 000 conteneurs, puis acheminé dans un poids-lourd ou une camionnette UPS. Ce n'est pas demain que l'ordinateur utilisé à Mers-les-Bains sortira d'usines allemandes ou hollandaises comme celles d'où provenait autrefois l'équipement radio et télé grand public vendu par Grundig ou Philips.

On peut prévoir un retour *très partiel* à ce qu'on appelle l'État social. Les bourgeois sont allés trop loin dans les coupes budgétaires, la privatisation, la rationalisation de services publics amenés à fonctionner comme des entreprises, le tout-marché et le moins-d'État-possible. Le capitalisme suppose un espace non-capitaliste, et un État fonctionnant sur d'autres logiques que purement marchandes.

Cela n'entame pas la domination bourgeoise, en particulier de ses secteurs financiers et bancaires. Le coronavirus n'arrêtera pas la marche vers la baisse des retraites, la précarisation, l'individualisation du marché du travail et la régression des protections sociales.

3.4 / Y aura-t'il une vie sans Internet ?

Ce que le coronavirus a inauguré, c'est l'apprentissage à grande échelle de la télé-existence. Rester chez soi de gré et de force a montré l'impossibilité d'une vie « normale » aujourd'hui sans le numérique. Internet a été autant un des moyens pour les États d'imposer le confinement, que pour les populations de le supporter. Accès aux services publics, enseignement, relations familiales et amicales, sexualité (sites de rencontre et pornographie), loisirs, achats, travail (quoiqu'à un degré moindre qu'on le dit), activité politique même... grâce au confinement, l'évolution vers le tout-numérique a fait un bond en avant. Communication par smartphone et omniprésence des écrans : la société des individus les socialise à distance. Depuis une trentaine d'années, l'ordinateur est devenu indispensable à la circulation du capital et des marchandises – à commencer par la force de travail. Le capitalisme ayant colonisé la vie quotidienne, il installe aussi le numérique dans la chambre, dans la voiture, dans le frigo, et se prépare à l'implanter à l'intérieur du corps. Ce qui était présenté comme simplement « plus pratique et rapide » s'impose maintenant comme nécessaire, avant d'être obligatoire. L'être humain vit désormais « en ligne ». Il disposera peut-être bientôt d'un assistant virtuel capable de relier toutes ses données personnelles, de faire ses achats à sa place, de surveiller sa santé en lui rappelant de prendre ses médicaments, de gérer son agenda, de joindre une personne à laquelle il n'a pas parlé depuis un moment, et donc de connaître mieux que lui ses besoins. Le *digital detox* ne connaîtra pas la mode du *slow food*.

En moins de quinze ans, l'ordiphone, comme disent les Québécois, est devenu une prothèse vitale pour au moins 3 milliards d'humains, et il s'en est vendu 1,5 milliard en 2019. Pour la première fois, un outil *de travail* est également l'objet indispensable à la vie affective, familiale, intellectuelle, etc., et aussi un instrument privilégié du contrôle social et politique – donc policier. Et toujours au nom du bien-être collectif : un lieu surveillé par des caméras est dit « sous vidéo-protection ». Mot magique, la « sécurité » s'impose face au délinquant comme face au terroriste et au virus, et la crise sanitaire montre jusqu'où l'État obtient notre soumission au nom de la santé.

S'ajoutant à la reconnaissance faciale (en ce domaine, la Chine est l'avenir du monde), la radio-identification est appelée à un bel avenir. Aujourd'hui plutôt réservée à l'animal de compagnie, la puce sous-cutanée sera implantée chez les humains, qui porteront sur eux leur dossier médical, leur casier judiciaire, etc., et, mis à part quelques récalcitrants, les citoyens modernes adopteront ce système comme ils se sont faits au passeport biométrique ou à la déclaration de revenu dématérialisée.

Sans pour autant s'en réjouir, il n'y a pas à s'en étonner. Pour que l'internaute puisse « en quelques clics » se renseigner sur la météo de Vilnius ou le vrai nom de celui qui signait « Baron Corvo », il a fallu réunir et mettre constamment à jour des millions de données, auxquelles cette recherche elle aussi ajoutera ses traces. On ne peut tout savoir sur tout sans soi-même faire partie de ce tout, et être à chaque instant « tracé ».

4 / BILAN & PERSPECTIVES

4.1 / Distanciation

Dans *Years and Years*, série diffusée au printemps 2019, l'Angleterre de 2029 est dirigée par un gouvernement autoritaire (et même criminel) qui, au milieu d'une épidémie transmise par les singes, boucle les quartiers « sensibles » derrière des barrières contrôlées par la police, et en interdit d'accès la nuit.

Un an après la sortie du film, pour trois milliards de personnes, cette politique-fiction devenait réalité : limitation des déplacements, couvre-feu, omniprésence policière. Mais cette expérience « bio-politique » à l'échelle mondiale (et globalement réussie) a manifesté visiblement ce qui existait déjà essentiellement : EPHAD exceptées, le confinement ne nous a pas plus mis à « distance sociale » les uns des autres qu'avant. Ni moins. Assignés à résidence, nous avons perdu le contrôle sur nos vies : mais lequel avions-nous en février 2020 ? La liberté d'aller travailler, pour peu qu'on nous embauche, et celle d'être bouddhiste ou marxiste, tant que ces convictions restent des opinions sans prise sur les fondements de la société. Un communiste des années 1840 disait des prolétaires qu'ils dépendaient de causes en dehors d'eux. En 2020, l'acceptation massive d'une atomisation forcée a manifesté la désunion qui est le lot quotidien des prolétaires, d'autant plus à une époque de division des luttes et d'identités séparées.

Une épidémie et son traitement étatique ne nous écrasent pas plus que par exemple la déclaration de guerre en août 14 qui paralysa quasiment alors tout le mouvement ouvrier et socialiste.

Au XXI^e siècle, contrairement aux années 1840, la très grande majorité de l'humanité n'a d'autre moyen pour vivre que de se salarier – si c'est possible et aux conditions imposées.

Mais ce sort commun n'est pas suffisant pour rassembler et unifier : il faut qu'auparavant les luttes sociales aient commencé à viser une cible commune. Or, s'il y a beaucoup de luttes, sans doute plus qu'on l'imagine, et d'une variété plus large qu'autrefois – conflits du travail, « du genre », écologiques... –, et même si parfois ces luttes sont victorieuses, elles restent fragmentées, incapables d'aller au cœur du problème. Pandémie, arrêt d'une partie de l'économie et confinement ont interrompu des luttes, et en ont aussi provoqué d'autres. Mais simultanéité n'est pas synchronisation, juxtaposition n'est pas confluence, ni jonction n'est synonyme de dépassement. Jusqu'ici, les résistances et les rejets se rejoignent au mieux dans l'exigence de réformes.

La lutte pour le salaire et les conditions de travail touche au rapport salaire/profit, mais ne s'en prend pas automatiquement (et en fait, rarement) au salariat lui-même. De même, refuser de risquer sa santé pour un patron, revendiquer des mesures de protection, ou même exiger d'être payé sans venir travailler tant que le danger persiste, ne suffit pas à remettre en cause la coexistence du bourgeois et du prolétaire. De critique du travail, il y a très peu, et encore moins de critique de l'État en tant qu'État, écrivaient les auteurs de « Quoi qu'il en coûte. L'État, le virus et nous », en avril 2020 : le constat demeure valable.

On peut imaginer un renversement vers la fin de la pandémie, toutes les critiques séparées convergeant pour attaquer la structure fondamentale, celle qui ne crée pas les autres oppressions, mais qui les entretient et reproduit : le rapport capital/travail, bourgeoisie/prolétariat. Les diverses luttes « précipiteraient », comme on dit en chimie quand des éléments hétérogènes jusque-là dispersés se cristallisent en un bloc. La résistance passerait au stade de l'assaut contre les bases de cette société. Les élites dirigeantes seraient d'autant mieux rejetées que leur gestion de la crise les a discréditées et dressé contre elles de larges couches de la population. Profitant de l'arrêt d'une partie des productions, les prolétaires tenteraient de transformer la société, s'insurgeant contre les forces de l'État, attaquant la domination bourgeoise, rompant avec la productivité et l'échange marchand, triant le nuisible de l'utile, entamant une dés-accumulation (décroissance), etc.

Ce n'est pas impossible, mais rien aujourd'hui n'indique que les luttes multiformes prennent cette direction. Les signes visibles montrent plutôt la survivance des divisions catégorielles, identitaires, locales, nationales, religieuses, et parfois l'émergence de nouvelles séparations.

Et il n'y a pas de recette pour y remédier.

4.2 / Hypothèse

Le virus et son traitement ne changent rien au fond : ils révèlent et accentuent des évolutions. Un événement historique, même de la taille de la pandémie actuelle, ne renverse pas à lui seul le cours de l'histoire. Le covid suspend bien des choses, il n'interrompt ni le capitalisme, ni sa domination, il n'est pas même sûr qu'il modifie ses formes actuelles comme l'ont fait autrefois la Guerre 14-18 ou la crise de 1929. Nous ne vivons ni la fin du monde ni la fin d'un monde. La pandémie renforce l'ordre existant : comme d'habitude, en tant que classe, les bourgeois font preuve d'assez bonnes défenses immunitaires.

Le capitalisme n'a de (vraie) fragilité que ce sur quoi il repose : le prolétaire. Plus que tout autre système, ce mode de production se nourrit de crises surmontées, même graves, parce qu'il est étonnement impersonnel et plastique, et se contente de son essentiel: la relation capital/travail, l'entreprise, la concurrence... Le rapport social capitaliste est à la fois « porteur de son propre dépassement ou de sa reproduction à un niveau supérieur » : de tous les rapports « d'exploitation entre classes antagonistes » ayant existé historiquement, il « est le plus contradictoire et donc le plus dynamique. » (Il Lato Cattivo, « Covid-19 et au-delà », mars 2020) Nous proposerons une « loi historique » (qui comme toute loi admettrait ses exceptions) :

En l'absence d'un mouvement social préexistant déjà radical (c'est-à-dire tendant à s'en prendre aux fondements de la société), une catastrophe ne peut favoriser que le déclenchement de contestations partielles, à l'intensité variable, et obliger l'ordre établi à évoluer, donc à se renforcer.

Du coronavirus, tout le monde sort confirmé. La femme de gauche en conclut qu'il faut de vrais services publics, le néo-libéral que l'État fait la preuve de son incompetence, l'électeur d'extrême-droite qu'il faut fermer les frontières, l'écolo des petits pas qu'il faut les multiplier, l'écologiste de gouvernement qu'il faut rallier toute force politique susceptible d'œuvrer pour le climat, le trans-humaniste qu'il est temps d'aller vers une humanité augmentée, la chercheuse que la recherche a besoin de crédits, l'activiste qu'il est urgent d'impulser les luttes, le résigné que tout nous échappe, le collapsologue qu'il faut s'habituer au pire... Et le prolétaire ? De quoi sort-il confirmé? En tout cas, il pense et pensera ce que ses actes et ses luttes l'amèneront à comprendre.

On ne se pose que les questions (théoriques) pour lesquelles on a déjà commencé à produire des réponses (pratiques).

G.D. (22 septembre 2020)

Texte publié sur ddt21.noblogs.org

LECTURES

Michael Roberts, « It was the virus that did it », *The Next Recession*, 15 mars 2020.

<https://thenextrecession.wordpress.com/2020/03/15/it-was-the-virus-that-did-it/>

Et « Lockdown ! », *The Next Recession*, 24 mars 2020.

<https://lorage.org/2020/04/06/confinement-quel-impact-sur-leconomique-mondiale-une-analyse-marxiste/>

Jean-Paul Sardon. « De la longue histoire des épidémies au Covid-19 », *Les Analyses de Population & Avenir*, 2020.

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02557027/document>

Jean-François Toussaint & Andy Marc, « Sortir d'un confinement aveugle », *larecherche.fr*, 22 avril 2020.

<https://www.larecherche.fr/covid-19-coronavirus-epid%C3%A9miologie/sortir-dun-confinement-aveugle>

Gaël Giraud, « Dépister et fabriquer des masques, sinon le confinement n'aura servi à rien », *reporterre.net*, 24 mars 2020.

<https://reporterre.net/Depister-et-fabriquer-des-masques-sinon-le-confinement-n-aura-servi-a-rien>

G. Giraud s'illusionne sur la possibilité de créer aujourd'hui « un système de santé publique digne de ce nom », non dominé par « une industrie médicale en voie de privatisation ».

Jean-Dominique Michel, *Covid : Anatomie d'une crise*, HumenSciences, 2020, 224 p.

Comme Gaël Giraud, J.-D. Michel croit possible dans le monde actuel un système de santé qui serait autre chose qu'une industrie de la maladie.

Il Lato Cattivo, « Covid-19 et au-delà ». <https://dndf.org/?p=18437>

B.A. et R.F., « Accouchement difficile – Chronique d'une crise en devenir », [hicsalta-communisation.com](http://www.hicsalta-communisation.com)
<http://www.hicsalta-communisation.com/accueil/accouchement-difficile-chronique-dune-crise-en-devenir#more-1912>

Raffaele Sciortino, « Géopolitique du virus », *acta.zone*, 29 avril 2020.
<https://acta.zone/geopolitique-du-virus/>

Sébastien Broca, « Le numérique carbure au charbon », *Le Monde diplomatique*, mars 2020.
<https://www.monde-diplomatique.fr/2020/03/BROCA/61553>

Tristan Leoni & Céline Alkamar, *Quoi qu'il en coûte. L'Etat, le virus et nous* :
<https://ddt21.noblogs.org/?p=2734>
 Sur les luttes actuelles et les nouvelles formes de réformisme : Tristan Leoni, « Abolir la police ? », [ddt21.noblogs.org](https://ddt21.noblogs.org/?p=2939), septembre 2020. <https://ddt21.noblogs.org/?p=2939>

Site de **Pièces & Main d'œuvre** : <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/> , notamment « Le virus à venir et le retour à l'anormal », et « Le virus de la contrainte ».

Citation de **Hegel** : «*Je vais avoir 50 ans. J'ai vécu trente ans dans une époque éternellement agitée, pleine de crainte et d'espoir et j'espérais qu'on pût un jour être quitte de la crainte et de l'espoir : je suis forcé d'admettre que tout continue* » (Lettre à Friedrich Creuzer, 30 octobre 1819)

<https://www.worldometers.info/coronavirus/>

<https://feverstruggle.net/category/reports/>